Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

Ordonnance sur le marché de l'électricité

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Berclaz, Philippe

Bevorzugte Zitierweise

Berclaz, Philippe 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Ordonnance sur le marché de l'électricité, 2001 - 2002*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 05.05.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Netz und Vertrieb	1

Abkürzungsverzeichnis

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
EMV	Elektrizitätsmarktverordnung
EMG	Elektrizitätsmarktgesetz

DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
OME	ordonnance sur le marché de l'électricité
LME	Loi sur le marché de l'électricité

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Netz und Vertrieb

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 06.10.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Dans cette tendance au durcissement vis-à-vis à la loi sur le marché de l'électricité (LME), le Conseil fédéral a soumis l'**ordonnance sur le marché de l'électricité** à consultation. La présentation de l'ordonnance d'application avant la mise en votation de la LME était très attendue par le PS, car celle-ci était la réponse des autorités au référendum lancé par une partie de la gauche, qui voulait des garde-fous permettant d'assurer le service public et d'éviter une crise à la californienne (paralysie dans l'approvisionnement électrique). Elle était aussi attendue au tournant par les cantons de montagne qui réclamaient des garanties pour la production d'énergie hydraulique et par les milieux économiques qui voulaient être sûrs que les autorités n'allaient pas réintroduire dans l'ordonnance des éléments perturbateurs pour la loi. L'ordonnance ancre le **principe d'égalité de traitement** (non-discrimination) entre les clients et l'encouragement de la concurrence et de la **transparence** au sein de l'industrie électrique. Cette clause a pour but d'éviter que les petits clients qui n'ont pas, dès le début, la possibilité de choisir leur fournisseur ne soient pas discriminés par rapport à ceux qui profiteront plus rapidement de la concurrence. L'égalité de traitement précise en particulier les droits et les obligations des réseaux qui continueront à disposer de monopoles naturels. Il s'agit notamment de l'obligation d'acheminer, de la fixation de la rétribution de l'acheminement, de la prévention de gains disproportionnés dus à des monopoles, des livraisons d'électricité, de la création d'une commission d'arbitrage ainsi que des tâches de la surveillance des prix et de la commission de concurrence. A propos de la question clé du prix du transport d'énergie, le calcul des rétributions prend en compte les coûts d'exploitation, la compensation des coûts entre les niveaux de tension et les cantons, ainsi que les critères d'efficacité comparés sur plusieurs années. Les rétributions doivent cependant être indépendantes de la distance d'acheminement et doivent être uniformes pour chaque catégorie de client et pour chaque niveau de tension. L'ordonnance d'application confirme le rôle central que la future **société nationale pour l'exploitation** du réseau sera appelée à jouer dans l'organisation du marché de l'électricité et dans la garantie de l'approvisionnement. Afin d'assurer la sécurité de ce dernier et d'éviter un chaos énergétique, une clause "californienne" a été ajoutée dans l'ordonnance; nécessité, celle-ci permet à la Confédération et aux cantons d'obliger les exploitants à étendre leurs réseaux et leurs capacités de production. La société nationale d'exploitation du réseau doit prévoir suffisamment d'énergie de réserve. En outre, il est prévu que la Confédération élimine les goulets d'étranglement et prévienne les infractions aux règles du marché. L'ordonnance veut favoriser le **recours aux énergies propres**. Ainsi, les fournisseurs devront faire preuve de transparence en indiquant dans leur offre et dans leur décompte la provenance géographique et matérielle de l'électricité. Une telle démarche doit permettre au client de pouvoir choisir en toute connaissance de cause son électricité. Diverses conditions ont été inscrites afin de favoriser les sources d'énergie indigènes et "propres". Parmi les principales : la garantie du prix du courant injecté, l'acheminement gratuit de l'électricité provenant de petites installations et les prêts prévus pour les centrales hydrauliques en service. De plus, tous les consommateurs pourront être alimentés, s'ils le désirent, en courant "vert" dès l'entrée en vigueur de la LME. En outre, pour éviter une facture sociale lourde en cas de restructuration profondes, les entreprises de la branche électrique sont tenues, selon l'ordonnance, de prendre des mesures de reconversion et de formation destinées à atténuer les effets dommageables sur les plans professionnel et social.¹

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 15.12.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Les réactions à l'**OME** ne se sont pas faites attendre et la Confédération s'est vue **attaquée de toutes parts**, notamment par les protagonistes du référendum, les partis gouvernementaux bourgeois et les autres partisans d'une libéralisation du marché de l'électricité. Les reproches formulés par les référendaires étaient que les petits consommateurs seraient les grands perdants du chambardement et que la sécurité de l'approvisionnement n'était pas garantie. D'après eux, les coûts de réseau seraient calculés de manière à frapper fortement les ménages, qui par définition, consomment beaucoup de courant de pointe et à favoriser les gros consommateurs qui utilisent du courant régulièrement. Par conséquent, même si les prix de l'électricité baissent, la

facture finale sera plus onéreuse pour les consommateurs consommant moins de 4000 kWh par an. Quant à l'approvisionnement, les mesures prises par la Confédération ne résoudre rien selon eux. En effet, les capacités de production ne pourraient être étendues que trop lentement avec l'ordre de construire de nouvelles installations (durée entre cinq à vingt ans). L'OME a aussi provoqué une levée de boucliers d'une grande partie des 1200 entreprises électriques suisses directement touchées par ce projet. Le droit de timbre prévu sur le passage du courant et basé sur un rendement des réseaux de 5,6% était un des points contesté. Les professionnels de la branche électrique s'opposaient au choix prioritaire de la valeur comptable des immobilisations dans le calcul du droit de timbre et jugeaient trop bas ce dernier pour permettre une exploitation rentable des lignes électriques. Pour eux, ce modèle de benchmarking (moyenne) occasionnerait une pression sur les prix de transport en égalisant le droit timbre. Le fort interventionnisme de l'Etat, qui pourrait, via les autorités cantonales, également s'en mêler, en obligeant les distributeurs et producteurs à se regrouper, si la différence du prix d'acheminement dépasse 25% à l'intérieur du canton, n'était pas non plus au goût des entreprises électriques. L'Association des entreprises électriques suisses (AES), qui approuvait la libéralisation du marché et la LME, estimait que l'ordonnance, sous cette forme n'était pas conforme à la loi. A l'identique, la conférence des directeurs cantonaux de l'énergie demandait que certains points de l'ordonnance soient retravaillés. Les partis politiques ont également exprimé leur scepticisme à l'égard de l'OME. L'UDC lui reprochait d'introduire des surréglementations et de ne pas garantir la sécurité de l'approvisionnement. Tout comme l'UDC, les radicaux estimaient que le texte faisait trop de concessions à la gauche. Le PDC critiquait le mode de calcul de la facturation, qui ne garantissait pas l'égalité de traitement de tous les clients et s'inquiétait pour l'approvisionnement. Ces trois partis **demandaient au Conseil fédéral de retravailler l'OME** afin qu'elle satisfasse ceux qui soutenaient la libéralisation du marché plutôt que ceux qui s'y opposaient. Le PS était déchiré, depuis le dépôt du référendum, entre l'aile romande qui s'opposait à une loi qu'elle considérait comme néo-libérale et la majorité alémanique à sensibilité écologique qui préférait une ouverture contrôlée à une évolution sauvage et la dénonciation du statu quo assurant la survie du nucléaire. Sa position fut de rejeter la forme de l'OME et d'en exiger une révision, car tout comme le Parti écologiste, il craignait des conséquences néfastes pour les petits consommateurs. Les cantons alémaniques, bien qu'ils soient favorables à la libéralisation, ont opté pour une démarche commune de rejet de l'OME mise en consultation. En résumé, il s'est avéré que tous les partis et groupes d'intérêts ont rejeté l'OME et ont souhaité que la Confédération remette l'ouvrage sur le métier afin d'en rédiger une nouvelle mouture.²

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 17.03.2002
PHILIPPE BERCLAZ

A la fin mars, le Conseil fédéral a clôturé les discussions et a adopté l'OME. **Sept dispositions précisent et complètent la LME** et les autres bases juridiques de la politique énergétique. La première contient les règles essentielles à un **acheminement non-discriminatoire au réseau**. Ce sont les exploitants de réseaux qui fixent les exigences minimales pour l'accès au réseau et son exploitation. En cas de désaccord ou de conditions discriminatoires, le DETEC peut intervenir. La seconde disposition concerne les **coûts imputables**. Le calcul des rétributions d'acheminement – les amortissements et les intérêts calculés – se base sur la valeur résiduelle des coûts d'acquisition, respectivement de construction des installations du réseau. Il s'agit d'une solution à mi-chemin entre la valeur de remplacement préconisée par l'industrie électrique et la valeur comptable en partie arbitraire ou soumise à des influences politiques. Les rétributions d'acheminement ne pourront pas être augmentées dans les six années qui suivent l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Un relèvement des prix demeure toutefois possible dans des cas exceptionnels et dûment approuvés par la commission d'arbitrage ; si la situation économique l'exige et si la responsabilité de l'exploitant ne peut être mise en cause. Inversement, la commission d'arbitrage, suite à ses comparaisons d'efficacité entre les exploitants, peut décider d'une réduction par étapes des prix et de remboursements des consommateurs si l'exploitation du réseau n'est pas efficace ou en cas d'abus en matière des prix. La troisième disposition touche à l'**adaptation des rétributions de l'acheminement**. Les différences dues à des critères structurels (topographie, densité de la clientèle) seront réduites. Une fois les mesures cantonales de compensation des différences des rétributions épuisées, la Confédération interviendra en imposant, par exemple, la création de sociétés intercantionales d'exploitation ou l'institution d'un fonds. Par ailleurs, les coûts moyens d'acheminement au sein d'un canton ne devront pas dépasser la moyenne suisse de plus de 25%. La quatrième disposition a trait à la **transparence des rétributions de l'acheminement et au marquage distinctif de courant**. Sous une forme accessible à tous, les exploitants sont tenus de communiquer à la commission d'arbitrage et aux

cantons concernés leurs coûts d'acheminement. Les consommateurs recevront des factures mentionnant séparément la rétribution de l'acheminement, l'électricité et les autres prestations. S'agissant de la facturation et des offres, le type de production et la provenance du courant sont à préciser. La cinquième disposition porte sur la **garantie de la sécurité de l'approvisionnement**. La LME oblige les exploitants de réseaux à assurer l'existence d'un réseau sûr et fiable, c'est-à-dire l'obligation de raccorder tous les consommateurs quel que soit leur lieu de domicile. En cas de perturbation ou de menace de la sécurité d'approvisionnement, l'OME contient des dispositions s'inspirant des mesures préventives inscrites dans la loi sur l'approvisionnement économique. En outre, l'OME renforce l'observation du comportement des entreprises ayant une position dominante. La sixième disposition évoque les **mesures d'accompagnement en faveur du personnel de l'industrie électrique**. Afin de le soutenir en cas de restructurations, l'OME contraint les entreprises à prévoir des mesures de perfectionnement, de reconversion et de placement. La septième disposition concerne les **mesures d'accompagnement en faveur des énergies renouvelables**. Les conditions d'injection décentralisée et la production de courant dans les microcentrales alimentées par des énergies renouvelables ont été améliorées en ceci que les coûts supplémentaires dus à leur reprise pourront être répercutés sur le réseau de transport. Ainsi, ces coûts ne seront désormais plus à la charge de l'entreprise électrique locale, mais de tous les consommateurs en Suisse. Au demeurant, les coûts supplémentaires qui en résultent sont très limités (quelques pour-mille des coûts totaux de l'approvisionnement en électricité). Pour terminer, l'ordonnance fixe les conditions d'octroi de prêts aux centrales hydroélectriques en proie à des difficultés économiques (s'agissant des investissements non amortissables) ou qui nécessitent un renouvellement dans les 10 à 20 prochaines années.³

1) OFEN, communiqué de presse, 4.9, 27.9 et 5.10.01; presse du 6.10.01

2) Presse du mois d'octobre, de novembre et décembre.

3) LT, 25.1 (report) et 19.3.02; presse du 8.2 et 28.3.02 (présentation de l'OME); OFEN, communiqué de presse, 27.3.02 (détails de l'OME).